



## **Déclaration UNSA Education**

CTSD premier degré – 25/06/2019

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Mesdames, Messieurs les membres du CTSD,

Depuis quelques années, à l'Unsa Education, nous interrogeons nos collègues afin de connaître leur ressenti sur les évolutions de nos métiers. Force est de constater qu'en ces temps de réformes, elles s'enchaînent, se font et se défont à un rythme effréné.

La 7<sup>ème</sup> édition du baromètre UNSA des métiers de l'éducation montre des bouleversements profonds par rapport aux années précédentes : l'expression d'un véritable mal-être des collègues dans leur travail, une rupture de la confiance entre les personnels et leur ministre. Certains indicateurs sont marquants : seuls 10.4% des personnels se disent en accord avec les choix politiques faits (et seulement 6.5% chez les enseignants). Notre ministre devrait tenir compte de ces indications sur l'état d'esprit de la profession. L'UNSA Education et ses syndicats alertent sur ce désaccord massif depuis des mois et continueront d'agir en ce sens.

Il faut regarder avec lucidité les dysfonctionnements qui caractérisent notre système éducatif et jettent le trouble chez les personnels. Nous avons dénoncé la précipitation, source d'impréparation, avec laquelle le nouveau dispositif du mouvement des enseignants du premier degré était mis en place. Après la colère face aux nouvelles règles, c'est l'inquiétude et la fatigue qui montent chez tous les personnels.

Pour rajouter à cette inquiétude, s'ajoute la loi de refondation de la Fonction Publique. Une nouvelle fois, nous rappelons notre désaccord sur la modification des instances de dialogue social ou encore la disparition programmée du statut. Nous dénonçons le fond

comme la forme d'un texte qui générera inévitablement de nouvelles tensions, un texte qui, non seulement ne comprend ni n'accepte le rôle des représentants des personnels, mais aussi le réduit drastiquement. Bien du chemin reste à accomplir en matière d'écoute des personnels. Cette attitude nourrit le rejet de la politique actuelle, fait le lit des extrêmes et alimente le populisme.

Pour en venir à l'ordre du jour de ce CTSD, nous souhaitons que, sur les ajustements de carte scolaire 1<sup>er</sup> degré, les réflexions se poursuivent. Cette réflexion doit se faire, non pas avec l'objectif de rationaliser les moyens comme certains peuvent le dire, mais bien avec le seul objectif qui vaille : celui du bien-être de l'ensemble de la profession, combiné à l'intérêt des élèves qui nous sont confiés. Maintenons un service public de qualité sur l'ensemble du territoire. Ayons une attention particulière au maillage territorial, en prenant en compte l'aspect rural de notre département : c'est nécessaire.

Enfin, nous souhaitons aborder aussi avec vous la question de l'inclusion scolaire dans le département. Nous nous interrogeons sur le pilotage qui va être mis en place dès la rentrée sans que l'on n'ait pu avoir de réels retours sur les expérimentations menées jusqu'à ce jour. L'UNSA Education rappelle les fortes interrogations de la communauté éducative sur les PIAL. Nous regrettons qu'ils ne soient pas utilisés comme des pôles ressources de professionnels, aptes à répondre aux besoins des élèves mais soient quasi-exclusivement destinés à la gestion des accompagnants en besoin d'informations et de formations.

Nous vous remercions de votre attention.

La délégation UNSA-Education : Natacha Etourneau, Hélène Maletterre, Sabine Turschwel.